

Subvertir le débat !

Le grand débat souhaité par le pouvoir pour étouffer la contestation populaire sous un flot de paroles n'y a pas mis fin. Dans certaines villes, comme Toulouse, la mobilisation a même dépassé les précédentes. S'il en est ainsi c'est que, cadenassé et transformé en campagne électorale du Président, ce débat ne peut répondre aux souffrances sociales, aux urgences écologiques et démocratiques.



La mise en scène présidentielle des deux rencontres organisées devant les maires de Normandie et d'Occitanie exacerbe les colères.

M. Macron ne semble pas avoir saisi que le lien privilégié qu'il prétend nouer avec le peuple français par la grâce de nos institutions est rompu.

Tomber la veste dans des discours marathon terminés en sueur pour signifier l'héroïsme ne suffit plus.

Ce ne sont pas des postures qu'attendent les Français mais des actes, à commencer par le rétablissement de l'impôt sur la fortune, prélude à une nécessaire révolution fiscale et la progression du pouvoir d'achat.

Les maires ont beau être sollicités avec affliction, ils font part de leur réserve, craignant que leur aura soit utilisée pour préserver le pouvoir, alors qu'ils sont parmi les rares élus à rester épargnés par la grande et profonde défiance populaire.

Ils se souviennent également avoir été appelés au sacrifice depuis le début du quinquennat, tout en essayant le mépris des "sachants" qui nous gouvernent quand ils tiraient la sonnette d'alarme sur leur manque de moyens et la difficulté accrue de leur tâche. Il n'est pas dit qu'ils supporteront plus longtemps ce qui s'apparente plus à des cours de l'ÉNA qu'à la résolution des problèmes rencontrés par les travailleurs, les privés d'emploi et les retraités.

En vérité, le pouvoir ne veut fondamentalement rien changer.

Pourtant, son service constant aux puissances financières et le refus de transformer radicalement une construction européenne dédiée à l'argent-roi entrent en contradiction avec les intérêts populaires qui se manifestent de manière spectaculaire. L'enquête de l'association ATTAC tombe à point nommé pour démontrer comment les grandes entreprises cotées en bourse augmentent leurs profits au détriment de l'emploi, abîment l'environnement tout en augmentant les versements de dividendes aux actionnaires. Il est symptomatique que lors du débat en Normandie, région dévastée par les effets de la mondialisation capitaliste, jamais M. Macron n'ait évoqué la reconquête industrielle. Voilà ce qu'il serait urgent de porter dans le débat !

De même, il n'y a pas d'issue aux difficultés sans remettre en cause le co-pilotage par les gouvernements et les institutions européennes des destructions sociales, écologiques, démocratiques, agricoles, industrielles, provoquant fractures territoriales, chômage et pauvreté.

La refondation profonde de la construction européenne n'est donc pas une option mais une obligation pour faire sauter les verrous qui empêchent de développer les services publics, de progresser vers la justice fiscale, d'harmoniser par le haut des salaires et les protections sociales, de combattre l'évasion fiscale, d'élaborer une taxation commune des géants du numérique, et d'investir utilement dans l'emploi et la transition écologique.

Oui, le verrou de l'Europe ultra-libérale et les moyens de le dépasser doivent être mis en débat. Il n'y a aucun fatalisme dès lors que les peuples se mettent en mouvement.

Les prochains actes du mouvement des gilets jaunes, les luttes dans les entreprises peuvent s'étouffer de cette parole libérée qui ne demande qu'à être enrichie d'une saine confrontation et d'un débat d'idées, émancipés de la gangue du discours néolibéral. Le débat peut devenir populaire et être subverti. Les cahiers de la colère et de l'espoir lancés par l'Humanité sont l'un des outils à utiliser.

► Contacter (écrire) dans *les cahiers de la colère et de l'espoir* : <https://www.humanite.fr/cahiers>